

Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

21 août 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	5
Soutien à la lutte contre la maladie du sommeil en Afrique.....	5
Soutien aux enfants en situation de handicap victimes de violences sexuelles au Rwanda	5
Aide aux études et à la formation pour les étudiant-e-s des pays du Sud	6
Protection des femmes et des jeunes filles dans les conflits armés.....	6
Genève-Confédération	7
Réforme de l'imposition des entreprises III : Genève réitère sa prise de position commune avec le canton de Vaud.....	7
Les calculs fédéraux pour la péréquation intercantonale 2014 sont valides	8
Visas : oui au projet d'ordonnance suisse sur le système central et national d'information.....	8
Non à la révision partielle des dispositions légales relatives à l'importation de marchandises dans le trafic touristique.....	8
Mise en œuvre de la politique agricole 14-17 : oui aux propositions de Berne	9
Genève	10
Bilan de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat	10
Petit-Saconnex : un potentiel de plus de 450 logements.....	10
Ecole de commerce : crédit d'investissement en vue d'une construction	11
Constitution d'un droit de superficie sur la zone industrielle de Meyrin-Satigny.....	12
Taxe d'équipement : clarification des conditions de perception et de reversement aux communes.....	12
Agents de la police municipale : règlement modifié.....	13
Mesures contre la violence lors de manifestations sportives.....	14
Manifestations nécessitant un important service d'ordre - facturation des frais de sécurité	14
Modification de la loi sur l'organisation judiciaire	15
Nombre de juges assesseurs à élire au Tribunal administratif de première instance revu à la baisse.....	15
Modification de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers	15
Organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles : rôles précisés	16
Commission paritaire des membres du corps de police : règlement modifié	16

Réponse à la pétition en faveur de la défense des droits des homosexuel-le-s	16
Rapport annuel 2012 des archives d'Etat	17
Législation sur les cimetières	17
Financement des campagnes de votation : simplification des exigences relatives à la transparence des groupements	18
Vote électronique : priorité à la poursuite du développement de la plateforme de deuxième génération..	18
Vers une ouverture du code du vote électronique à terme	19
Aide financière au Parlement des jeunes genevois	19
Aide financière pour la coordination genevoise « Ecoute contre le racisme »	19
Soutien au projet de l'association ELAPE	20
Approbation des comptes 2012 de la CAP	20
Séminaire de travail <i>extra muros</i> du Conseil d'Etat	20
Entrée en vigueur de lois	21
Agenda des invitations à la presse	22

Soutien à la lutte contre la maladie du sommeil en Afrique

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 500'000 francs sur trois ans (2013-2015) à *Drugs for Neglected Diseases Initiative* (DNDI) pour financer son programme de lutte contre la maladie du sommeil (trypanosomiase humaine africaine/THA) en République démocratique du Congo (RDC), pays africain le plus touché.



Ce projet fait suite au programme financé en 2010-12 par le canton, qui visait à réduire le taux de prévalence de la THA dans les pays endémiques africains en mettant en place l'utilisation d'un traitement simplifié de la maladie. Fort des succès obtenus sur le terrain, DNDI entend poursuivre ses efforts de lutte contre la THA avec une nouvelle phase de trois ans qui combine également activités scientifiques et médicales.

Le projet permettra de dépister 540'000 personnes dans les zones les plus endémiques de la RDC grâce à des équipes mobiles et de prendre en charge médicalement environ un millier de patients à un stade avancé de la maladie.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Soutien aux enfants en situation de handicap victimes de violences sexuelles au Rwanda

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 281'000 francs sur trois ans (2013-2015) à Handicap International – section Suisse (HI) pour financer son programme de lutte contre les violences sexuelles envers les enfants en situation de handicap au Rwanda.



Présent dans le district de Rutsiro depuis 2010, HI y mène notamment plusieurs activités d'éducation inclusive, de prévention contre les violences sexuelles et de santé mentale communautaire. Le projet soutenu par le canton s'appuiera sur les structures et partenariats déjà en place pour se déployer dans tout le district. Il permettra de renforcer les enfants dans leur rôle d'acteur-clé de leur propre protection, de sensibiliser l'entourage des enfants à son rôle de soutien et d'améliorer le système de protection multisectoriel (santé, psycho-social, éducation et justice). Des actions de plaidoyer au niveau national sont également prévues.

Au total, le projet devrait bénéficier à 20'000 enfants et permettre l'identification et la prise en charge de 300 enfants vulnérables ou en situation de handicap, victimes de violences sexuelles.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Aide aux études et à la formation pour les étudiant-e-s des pays du Sud

Poursuivant son soutien aux étudiant-e-s des pays les moins avancés, le Conseil d'Etat a accordé un montant global de 720'000 francs pour les années 2013 à 2016 aux boursier-ère-s du Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH).

Créé en 2008 sur une initiative conjointe de l'Université de Genève et de l'Institut de hautes études internationales et du développement, le CERAH propose une formation académique de haut niveau pour les professionnel-le-s de l'humanitaire. Les enseignements dispensés ont pour but d'offrir des outils conceptuels et méthodologiques sur les principales crises humanitaires contemporaines et les enjeux de la pratique humanitaire.



Le soutien du canton de Genève permettra à une quinzaine d'étudiant-e-s par année académique de suivre une formation pluridisciplinaire de niveau *Master of advanced studies* ou *Diploma of advanced studies* en action humanitaire durant les quatre prochaines années académiques.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Protection des femmes et des jeunes filles dans les conflits armés



Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 800'000 francs sur quatre ans (2013-2016) à la Fondation de l'Appel de Genève (AG) dans le cadre d'une convention visant à soutenir le programme que l'AG mène à l'international depuis 2009 autour de la thématique particulière du genre et de la protection des femmes et des jeunes filles victimes de violence à l'intérieur ou à l'extérieur des groupes armés non étatiques.

Cette convention s'inscrit dans le prolongement de la convention 2010-12 entre le canton et l'AG, couvrant déjà de cette thématique. A terme, il s'agit d'obtenir des acteurs armés non étatiques qu'ils s'engagent sur cette question et respectent les standards du droit international humanitaire, par la signature de l'Acte d'engagement dont l'Etat de Genève est à la fois co-signataire et dépositaire.

Il est prévu que les activités du programme soient déployées en République démocratique du Congo, au Soudan, en Colombie, en Birmanie, aux Philippines, en Inde, en Turquie, en Iran, au Liban et en Syrie.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Réforme de l'imposition des entreprises III : Genève réitère sa prise de position commune avec le canton de Vaud

Consulté par le Département fédéral des finances au sujet des mesures visant à renforcer la compétitivité fiscale de la Suisse (réforme de l'imposition des entreprises III), le Conseil d'Etat a réitéré la position commune des cantons de Genève et de Vaud transmise au mois de juin à la Conférence des gouvernements cantonaux ([communiqué de presse du 13 juin 2013](#)). La réponse adressée à la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf a fait à nouveau l'objet d'une concertation avec le canton de Vaud.

S'agissant de l'étendue des mesures de soutien de la Confédération destinées à compenser en partie les effets de l'abolition des statuts fiscaux contestés par l'Union européenne, le Conseil d'Etat considère que le montant indiqué comme base de calcul dans le rapport intermédiaire du 7 mai 2013 doit correspondre, au minimum, à 50% de l'impact financier de la réforme pour les cantons, à tout le moins à un montant de 1,5 milliard de francs. Le gouvernement genevois renvoie sur ce point aux propos tenus par le directeur de l'administration fédérale des finances, M. Serge Gaillard, lors de l'assemblée générale de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), le 21 juin 2013. A cette occasion, M. Gaillard a indiqué qu'il convenait de prévoir que la Confédération assume au maximum la moitié des coûts induits par la réforme.

D'autre part, le Conseil d'Etat estime que des mesures devraient être prévues afin de s'assurer que les cantons bénéficiaires de la péréquation intercantonale (RPT), qui, bien que peu touchés par la suppression des statuts fiscaux, recevraient des compensations à ce titre, ne puissent pas utiliser celles-ci pour réduire leur taux d'imposition des entreprises en-dessous de la moyenne des cantons donateurs.

Le Conseil d'Etat estime également qu'il convient d'instaurer des mesures temporaires au sens d'une compensation des cas de rigueur. Cette compensation doit être évaluée en fonction du poids des sociétés à statut spécial (notamment les sociétés œuvrant dans le domaine du négoce international) de chacun des cantons et en se basant sur le différentiel entre le taux cantonal d'imposition avant et après la réforme. Le but est de maintenir des conditions cadres propres à éviter l'exode des sociétés concernées et des emplois liés, ce qui permettra, pour le bénéfice de la Confédération dans son ensemble, de préserver les recettes de l'impôt fédéral direct ainsi que la capacité contributive des cantons à la RPT.

Le gouvernement genevois souligne enfin l'importance d'orienter la fiscalité des entreprises vers des solutions ciblées, acceptées internationalement et qui assurent une sécurité juridique durable, de manière à répondre aux inquiétudes exprimées par de nombreuses entreprises. Les frais de recherche et développement doivent plus particulièrement faire l'objet d'un traitement fiscal favorable. Il conviendra également de s'assurer que les taux d'imposition pratiqués dans les différents cantons ne se situent pas en-dessous des niveaux des pays les plus compétitifs qui sont admis au sein de l'Union européenne (UE), afin d'éviter de se retrouver dans un nouveau conflit international.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Les calculs fédéraux pour la péréquation intercantonale 2014 sont valides

Consulté par la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CdC) au sujet des montants compensatoires 2014 de la péréquation financière intercantonale (RPT) calculés par l'administration fédérale, le Conseil d'Etat relève que la participation genevoise à la péréquation des ressources s'accroît de 3,2%, pour atteindre 371 millions de francs.

Cette nouvelle augmentation de plus de 10 millions intervient malgré une nouvelle diminution du potentiel de ressources du canton. Genève demeure ainsi le second contributeur au titre de la péréquation des ressources et le troisième contributeur au titre de la RPT. Le Conseil d'Etat observe que la participation globale des cantons à fort potentiel reste quant à elle relativement stable, avec une augmentation limitée à 0,5 %.

L'examen attentif des bases de données pour la compensation des charges liées à la structure démographique confirme l'intégration des emplois occupés par les diplomates et fonctionnaires internationaux dans les deux indicateurs de la compensation des charges de villes-centres (densité de l'habitat et taux d'emploi). Les calculs de l'administration fédérale dans ce domaine sont dès lors validés. Il en va de même des calculs effectués pour la péréquation des ressources.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Visas : oui au projet d'ordonnance suisse sur le système central et national d'information

En réponse à une consultation du Département fédéral de justice et police, le Conseil d'Etat indique qu'il est favorable à l'adoption d'une ordonnance qui met en œuvre un nouveau système national sur les visas (ORBIS). Ce nouveau système permet notamment de simplifier la procédure de demandes de visas, de faciliter la lutte contre la fraude et de contribuer à l'identification de toute personne qui ne remplit pas les conditions d'entrée ou de séjour applicables dans un Etat Schengen.

L'adoption de ce texte est une étape importante, permettant de renforcer la collaboration de la Suisse avec tous les Etats Schengen dans la gestion et le contrôle des flux migratoires, en offrant toutes les garanties juridiques nécessaires. Le système ORBIS sera opérationnel au mois de janvier 2014.

Pour toute information complémentaire : Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16.

Non à la révision partielle des dispositions légales relatives à l'importation de marchandises dans le trafic touristique

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure d'audition de l'administration fédérale des douanes (AFD) portant sur une révision partielle des dispositions légales en matière d'importation de marchandises dans le trafic touristique. Cette révision vise une simplification et une harmonisation des procédures de déclaration en douane, afin d'offrir la possibilité aux voyageurs de déclarer leurs marchandises de manière électronique.

Le gouvernement genevois refuse l'ensemble des propositions de modification des franchises de quantité et de valeur, qui prévoient un élargissement des possibilités d'importation des marchandises. Ainsi, par exemple, la franchise d'importation de boissons alcooliques en quantité passerait de 2 à 20 litres.

Le Conseil d'Etat déplore que les conséquences économiques de ces modifications n'aient pas été évaluées, alors que le commerce suisse se trouve dans une situation difficile avec pratiquement 9 milliards d'achats à l'étranger en 2012, un franc fort influant sur la consommation interne et un commerce transfrontalier particulièrement important dans la région genevoise.

Pour ces raisons, les autorités cantonales ont décidé de ne pas entrer en matière sur ce projet de révision, qui privilégie les aspects administratifs et techniques et ne prend pas en considération les aspects de politique économique.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Mise en œuvre de la politique agricole 14-17 : oui aux propositions de Berne

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de la consultation du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche relative d'une part à l'adaptation des parts de contingent tarifaire pour l'importation de viande et, d'autre part, à l'extension des contributions à l'élimination des sous-produits animaux aux équidés et à la volaille.

Le gouvernement genevois salue les modifications techniques projetées, qui permettent de mettre en œuvre rapidement les décisions prises dans le cadre de la nouvelle politique agricole (PA 14-17) suite à la modification de l'art. 48, al. 2^{bis}, de la [loi sur l'agriculture \(LAgr\)](#) et de l'art. 45a, de la [loi sur les épizooties \(LFE\)](#).

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Marc Sermet, direction générale de l'agriculture, DIME, ☎ 022 388 71 71.

Bilan de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport relatif à son bilan de législature 2010-2013. Ce rapport dresse un constat objectif de l'ensemble des politiques publiques conduites par le canton durant les quatre années écoulées.

En application de l'article 66, alinéa 1 de la loi [portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève](#), le Conseil d'Etat s'est doté pour la première fois de son histoire, le 7 juin 2010, d'un [programme de législature](#) fixant une série d'objectifs à atteindre pour assurer au canton, à la région et à leurs habitants une prospérité durable, raisonnée et harmonieuse.

A l'heure de dresser un bilan, il ressort que des réformes importantes ont été conduites avec succès. On peut notamment citer la stabilisation des coûts de la santé, la réduction du taux et de la durée du chômage, la mise en place de prestations décentes pour les familles de travailleurs pauvres, l'augmentation et la réorganisation des effectifs de la police, le renforcement de la production d'énergies renouvelables, le lancement de chantiers majeurs tels que la liaison ferroviaire Cornavin – Eaux-Vives – Annemasse via la Praille (CEVA), la réforme de l'école obligatoire genevoise grâce à la mise en place d'un nouveau cycle d'orientation et au renforcement de la dotation horaire au primaire, le développement d'une politique de cohésion sociale en milieu urbain, ainsi que la résolution sur le long terme de la situation préoccupante des caisses de pension publiques.

« Donner un cap » était le titre du programme de législature. A l'heure du bilan, il apparaît que le gouvernement s'est attaché à tenir ce cap dans un contexte politique, économique et institutionnel instable, secoué par de nombreux bouleversements.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, par l'intermédiaire de Mme Christina Kitsos, DIP, ☎ 022 546 69 04.

Petit-Saconnex : un potentiel de plus de 450 logements

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur quinze parcelles situées en zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) sur le territoire de la Ville de Genève, au Petit-Saconnex, entre l'avenue de Riant-Parc et le chemin Charles-Georg. Le PLQ prévoit de construire sept bâtiments de sept niveaux, totalisant quelque 296 logements pour une surface brute de plancher de 32'028 m². Trois de ces bâtiments sont implantés parallèlement à l'avenue de Riant-Parc et les quatre autres sont positionnés perpendiculairement au chemin Charles-Georg.

Le projet prévoit aussi de réaliser deux parkings souterrains de 354 places à l'usage des habitants et des visiteurs, accessibles par deux rampes. 322 places pour les vélos, dont 116 situées en surface dans des abris

sécurisés, seront également construites. L'implantation des constructions projetées a permis de préserver une grande partie de la végétation existante, constituée notamment de cèdres. Le positionnement des immeubles offre une grande perméabilité piétonnière du périmètre. Une servitude de passage public à pied permettra de garantir une liaison entre le chemin Charles-Georg et l'avenue de Riant-Parc.

Le Conseil d'Etat a adopté un second PLQ portant sur neuf parcelles situées en zone de développement 3 au Petit-Saconnex, entre le chemin Charles-Georg et l'avenue du Bouchet. Ce PLQ prévoit de construire quatre immeubles de logement contigus deux par deux de sept à huit niveaux totalisant environ 158 logements pour une surface brute de plancher de 17'100 m². Les immeubles seront implantés perpendiculairement au chemin Charles-Georg et à l'avenue du Bouchet.

Le projet prévoit en outre de réaliser un parking souterrain de 187 places à l'usage des habitants et des visiteurs, accessible depuis le chemin Charles-Georg. 170 places pour les vélos, dont 85 situées en surface dans des abris sécurisés, seront également aménagées. L'implantation des constructions projetées a permis de préserver une grande partie de la végétation existante constituée notamment de cèdres. Le positionnement des immeubles offre une grande perméabilité piétonnière du périmètre. Une servitude de passage public à pied garantira d'ailleurs la liaison entre l'avenue du Bouchet et le chemin Charles-Georg.

Ces deux PLQ ont reçu un préavis favorable du Conseil municipal le 12 octobre 2011, avec la réserve qu'un accord soit trouvé avant la procédure d'opposition entre la Ville de Genève et l'Etat concernant des parcelles destinées à un futur équipement scolaire dans le quartier du Mervelet. Cet accord ayant abouti, les procédures d'opposition ont pu être ouvertes du 14 décembre 2012 au 29 janvier 2013. Elles ont suscité chacune une soixantaine d'oppositions.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, les plans seront disponibles sur le site Internet de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

L'étape du PLQ sert à définir les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails, qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation et le type de constructions qui pourront être autorisées dans cette zone, ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Roberto Grecuccio, chef de service secteur Rhône-Lac, direction des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 93.

Ecole de commerce : crédit d'investissement en vue d'une construction

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 82,122 millions de francs en vue de la réalisation d'une école de commerce sur le plateau de Frontenex, à Chêne-Bougeries. Cette école pourra accueillir quelque 1000 élèves à l'horizon 2017. Ce nouvel établissement se situera sur le site des Fourches, actuellement propriété de la Ville de Genève et occupé par un centre sportif (terrain de football, piste d'automodélisme, bâtiment buvette et vestiaires). Sa réalisation nécessitera de déménager ces installations. Le stade de football sera ainsi déplacé à l'avenue Mirany à Belle-Idée et la piste d'automodélisme à la route du Nant-d'Avril, à Meyrin.

La construction de l'école de commerce de Frontenex concrétise la décision du Conseil d'Etat, en 2001, de doter l'enseignement postobligatoire de nouvelles infrastructures. La construction d'un établissement à Frontenex intervient après celle de l'école de commerce Aimée-Stitelmann, à Plan-les-Ouates, ouverte en 2008.

Les écoles de commerce (EC) et les écoles de culture générale (ECG) connaissent un très grand succès. La filière commerciale, qui accueillait 3500 élèves en 2001, en compte presque 5000 aujourd'hui. Cette tendance

se poursuivra et d'autres établissements devront être construits pour accueillir les quelque 9000 élèves attendus dans les ECG et les EC à l'horizon 2020.

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Favre, chef de projets, direction des constructions, office des bâtiments, DU, ☎ 022 546 62 20, ou Mme Marta Perucchi, directrice, direction de la logistique, DIP, ☎ 022 546 81 55.

Constitution d'un droit de superficie sur la zone industrielle de Meyrin-Satigny

Le Conseil d'Etat a approuvé la décision du conseil d'administration de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) donnant son accord à la vente d'un bâtiment en droit de superficie d'une durée de soixante ans en faveur de la société Louis Vuitton Suisse SA, désormais Les Ateliers Horlogers La Fabrique du Temps SA. Le bâtiment sera destiné à l'implantation d'une manufacture horlogère, générant à terme une centaine d'emplois.

La FTI a pour but de favoriser l'établissement d'entreprises dans les zones industrielles du canton. Dans le cadre de l'aménagement et de la mise en valeur de ces zones, la FTI acquiert des terrains et des bâtiments industriels lui permettant de concéder des droits de superficie en faveur d'entreprises industrielles ou artisanales, génératrices d'emplois et garantes de la diversité du tissu économique du canton.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Taxe d'équipement : clarification des conditions de perception et de reversement aux communes

Le Conseil d'Etat a adopté une nouvelle pratique administrative en matière de taxe d'équipement, conformément aux [recommandations émises par la Cour des comptes en octobre 2012](#). La pratique administrative précise les conditions de perception de cette taxe par l'Etat, le type d'aménagements pour lesquels elle peut être utilisée par les communes, ainsi que les conditions de reversement aux communes.

Pour mémoire, l'Etat perçoit une taxe d'équipement auprès du propriétaire ou du superficiaire d'un terrain sur lequel un projet de construction est autorisé (en zone de développement). Le produit de cette taxe doit permettre aux communes de financer une partie des équipements de base du projet (voies de communication et leurs équipements).

La Cour des comptes avait constaté plusieurs problèmes dans la gestion de cette taxe, notamment :

- la perception étant insuffisamment formalisée, elle peut conduire à des retards significatifs, voire à la prescription de certains montants, avec un manque à gagner important pour les pouvoirs publics (la balance des débiteurs de l'Etat s'élevait, au 30 juin 2012, à 16,394 millions de francs);
- dans de nombreux cas, les communes n'engagent pas les travaux d'aménagement suffisamment tôt, au détriment de la qualité des projets,;
- les communes ne sollicitent pas systématiquement la rétrocession des montants perçus, qui restent ainsi thésaurisés en compte débiteur au bilan de l'Etat,;
- une information insuffisante de la part de l'Etat à l'égard des communes sur les modalités relatives à la taxe d'équipement.

La nouvelle pratique administrative répond à une première étape des problématiques relevées par la Cour des comptes. Une réforme plus approfondie suivra dans les prochains mois. Elle précise le type d'aménagements pouvant bénéficier du financement par la taxe d'équipement. Elle rappelle que la commune doit commencer les travaux au plus tard à l'ouverture du chantier de construction autorisé. A défaut, l'Etat peut exécuter les travaux ou accepter que le propriétaire les exécute lui-même après constat de défaut de la commune et se fasse rembourser par celle-ci. Elle précise quelles constructions sont exonérées de la taxe : les constructions autorisées en procédure accélérée ou ne générant pas de nouvelles surfaces brutes de plancher, ainsi que les équipements publics socio-culturels (hors logement) réalisés par l'Etat, les communes et les établissements de droit public.

La taxe est notifiée au moment de la délivrance de l'autorisation de construire, avec un délai de paiement de deux ans dès le dépôt de la demande d'autorisation de construire et des intérêts moratoires de 5% au-delà de ce délai. Le montant de la taxe se calcule sur la base d'un forfait d'environ 45 francs/m² de surface brute de plancher (40 francs/m² en valeur 2004 indexée), ou sur la base des coûts de construction lorsqu'ils sont connus, plafonné à 2,5% du coût de construction du projet autorisé, sauf exceptions prévues par la loi.

Enfin, la nouvelle pratique prévoit les conditions d'utilisation par les communes des montants perçus ainsi que l'envoi d'un décompte semestriel précisant le solde disponible pour chacune d'entre elles.

Les communes ont été informées début août de cette nouvelle pratique administrative. Elles seront également consultées durant l'automne en vue d'une éventuelle modification de bases légales, conformément à la recommandation de la Cour des comptes.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Girault, directrice générale de l'office de l'urbanisme, DU, en contactant Rafaële Gross, chargée de communication, ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25.

Agents de la police municipale : règlement modifié

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement sur les agents de la police municipale (RAPM), qui contient le « catalogue de détail » des compétences des agents de police municipaux (APM).

Dans le domaine de la circulation routière, la modification adoptée introduit des compétences étendues en matière d'excès de vitesse et des compétences nouvelles pour l'ivresse au volant simple et la conduite d'un véhicule sans permis.

Cette modification réglementaire comporte aussi des prérogatives sous l'angle de la détention illicite d'armes, de la consommation et de la détention de stupéfiants en vue de consommation. A l'occasion d'une interpellation dans un autre domaine d'infraction, les APM pourront également mener des actes de police judiciaire en relation avec la loi sur les étrangers. Cette modification constitue la dernière étape du processus normatif par lequel les compétences des agents des polices municipales ont été étendues.

Ce processus, qui a été mené en concertation étroite avec les communes genevoises, est passé d'abord par une modification, en février dernier, de la loi sur l'application du code pénal suisse et d'autres lois pénales en matière pénale. Sur le plan formel, cette première étape a conféré aux APM la compétence d'appliquer le code de procédure pénale, en d'autres termes de procéder à des actes de police judiciaire (audition, rédaction d'un rapport, notamment).

Une deuxième étape s'est accomplie en juin 2013, lorsque le Grand Conseil a adopté une modification de la loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (LAPM), qui fixe le cadre des compétences matérielles des APM.

En particulier, cette modification de la LAPM a pour conséquence que les prérogatives des APM, dans les domaines d'infractions prévues par le droit fédéral, ne se limitent plus à la législation routière mais comprennent aussi la possibilité d'interpeller et de mener des actes de police judiciaire en matière de comportements contraires à la législation sur les stupéfiants et sur les armes.

Pour toute information complémentaire : M. Antoine Landry, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 442 44 22.

Mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi destiné à l'autoriser à adhérer à la convention du 2 février 2012 modifiant le concordat du 15 novembre 2007 instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

Ce concordat – un accord entre les vingt-six cantons suisses – est entré en vigueur, pour le canton de Genève, le 1^{er} janvier 2010. Les débordements violents rencontrés dans certains cantons ont rendu sa modification nécessaire. L'innovation principale consiste à soumettre à autorisation les matches de football et de hockey sur glace des ligue les plus élevées. L'autorisation pourra être assortie d'obligations à la charge de l'organisateur (prise de mesures techniques, par exemple, ou respect de règles sur la vente de boissons alcooliques). La modification en question règle aussi la fouille des spectateurs. La loi actuelle elle-même est modifiée en lien avec la facturation des frais de sécurité et d'autres émoluments.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 09.

Manifestations nécessitant un important service d'ordre - facturation des frais de sécurité

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi visant à inciter les organisateurs de manifestations nécessitant un important service d'ordre à prendre davantage de mesures de sécurité privée, afin de diminuer les frais de sécurité à la charge des contribuables.

Le projet prévoit de percevoir des émoluments de façon nuancée, assortie d'une exonération générale pour les organisateurs de manifestations politiques ou internationales, et d'une exonération partielle ou totale en faveur de l'organisateur d'une manifestation populaire ou sportive utilisant le domaine public, en fonction des efforts entrepris. Ne pourront bénéficier que d'une exonération partielle les organisateurs d'une manifestation sportive avec risques de violences ou d'une manifestation à caractère lucratif, en fonction des efforts entrepris pour assurer la sécurité et de l'utilité publique de la manifestation.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 09.

Modification de la loi sur l'organisation judiciaire

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution genevoise, le Conseil d'Etat a adopté un projet de modification de la loi sur l'organisation judiciaire qui permettra, s'il est adopté, d'évaluer les compétences des candidats au Pouvoir judiciaire. La nouvelle Constitution genevoise contient quatre dispositions consacrées au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), soit les articles 125 à 127, et une disposition transitoire, l'article 234. Ces normes modifient la composition et le rôle du CSM, notamment en lui confiant la mission d'évaluer les compétences des candidats au pouvoir judiciaire et de formuler un préavis.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Nombre de juges assesseurs à élire au Tribunal administratif de première instance revu à la baisse

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement fixant le nombre de juges assesseurs à élire au Tribunal administratif de première instance et ramené à douze le nombre des assesseurs spécialisés dans le domaine fiscal au Tribunal administratif de première instance.

Cette juridiction compte actuellement vingt juges assesseurs spécialisés dans ce domaine. Ce nombre, qui avait été fixé à une époque où le tribunal comptait un important retard en raison des dossiers hérités des commissions de recours IFD et ICC, disparaît aujourd'hui excessif.

Le gouvernement estime en outre qu'un trop grand nombre d'assesseurs nuit à l'unité et à la qualité de la jurisprudence, les juges en question siégeant rarement.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Modification de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers

Le Conseil d'Etat propose, dans un projet de loi, de renoncer à la composition collégiale du Tribunal administratif de première instance en matière de police des étrangers (un juge et deux assesseurs) et préconise la solution du juge unique, déjà adoptée par l'ensemble des cantons romands. Cette solution est économique et a l'avantage de la souplesse, au vu de l'augmentation sensible du nombre de causes et de la volonté du Conseil d'Etat d'accélérer les procédures.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles : rôles précisés

Le Conseil d'Etat a adopté un nouveau règlement sur l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles, c'est-à-dire dans lesquelles les moyens courants ne suffisent pas pour la maîtrise du sinistre. Ce règlement définit les structures et processus nécessaires à la gestion d'une situation d'urgence. Concrètement, il s'agit de définir la coordination entre l'autorité politique cantonale d'une part et les intervenants sur le terrain d'autre part.

Le nouveau texte reprend pour l'essentiel les dispositions du règlement précédent. Il clarifie toutefois les rôles des entités du dispositif et apporte des précisions sur les modalités de sa mise sur pied.

Cela s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du concept de protection de la population, défini par la Confédération, qui regroupe sous le même toit les cinq organisations partenaires que sont la police, les sapeurs-pompiers, la protection civile, la santé publique et les services techniques. Le dispositif cantonal fait également le lien avec l'armée, qui peut être amenée à fournir une aide subsidiaire.

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur général de l'office cantonal de la protection de la population et des affaires militaires, DS, ☎ 022 546 77 01.

Commission paritaire des membres du corps de police : règlement modifié

Le Conseil d'Etat a également modifié le règlement sur la composition de la commission paritaire des membres du corps de police. Feront désormais partie de la commission paritaire des membres du corps de police le directeur des services d'état-major et le directeur des ressources humaines de la police.

Cette modification entre dans le cadre de la réforme en cours de la police genevoise. C'est une vision moderne des structures du corps de police qui a présidé à cette modification réglementaire, qui n'a cependant aucune incidence sur la représentation du personnel lui-même et sur le caractère paritaire essentiel de cette commission.

Pour toute information complémentaire : M. Antoine Landry, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 442 44 22.

Réponse à la pétition en faveur de la défense des droits des homosexuel-le-s

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport au Grand Conseil sur la pétition en faveur de la défense des droits des homosexuel-le-s. A cette occasion, le Conseil d'Etat affirme que l'orientation sexuelle ne doit en aucun cas être un élément discriminatoire ni victimisant et il condamne fermement tout acte ou attitude homophobe et discriminant.

La lutte contre l'homophobie et la prévention en la matière sont des éléments essentiels du point de vue de la dignité d'une société. A ce sujet, le gouvernement estime que des mesures importantes sont déjà prises au niveau cantonal pour prévenir et combattre les discriminations liées à l'orientation sexuelle mais que d'autres devront être élaborées. En effet, selon le Conseil d'Etat, la lutte contre les préjugés exige un travail sans relâche, qui doit être entrepris à tous les niveaux de la société, tant par des mesures préventives que punitives.

Enfin, le Conseil d'Etat relève que la mise en œuvre de l'article 15 alinéa 2 de la nouvelle constitution genevoise, qui interdit de manière explicite toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, offrira aux autorités cantonales une occasion de poursuivre leurs efforts dans ce domaine.

Pour toute information complémentaire : Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.

Rapport annuel 2012 des archives d'Etat

Le Conseil d'Etat a pris connaissance du rapport annuel 2012 des archives d'Etat de Genève. Ce dernier relate de manière exhaustive les activités, les résultats et les projets du service chargé d'appliquer et de faire appliquer la [loi sur les archives publiques](#).

En 2012, une importante exposition intitulée « Rousseau genevois » a été présentée au public, qui fut suivie par une seconde manifestation relatant les 100 ans d'activité des scouts genevois, « Le scoutisme au fil du temps ».

Dans le domaine des technologies, les archives d'Etat ont poursuivi leur collaboration avec les archives fédérales visant à sauvegarder les archives numériques. Ce projet, nommé Gal@tae, permettra de conserver ce type d'archives sur une plateforme fédérale de pérennisation.

Les campagnes de numérisation des grandes séries d'archives ont continué. Quelque 280'000 images étaient déjà consultables au début de l'année 2013, via la base de données du service qui est accessible en ligne : <https://ge.ch/arvaegconsult/>. Un autre projet a franchi une étape décisive en 2012, celui de la restauration et la numérisation des registres de la Compagnie des pasteurs et ceux du Consistoire datant de l'adoption de la Réforme du XVI^e à la fin du XIX^e siècle. Ces archives fondamentales pour la compréhension de l'histoire de l'Eglise protestante de Genève, mais aussi de la République et plus largement de la Réforme, sont déposées aux archives d'Etat depuis 1937, mais elles restent la propriété des instances de l'Eglise. Grâce à un financement privé très important, la campagne de restauration et de numérisation pourra débuter en 2013. Ce patrimoine sera ensuite consultable en ligne et les originaux préservés pour les générations futures dans un abri de la protection des biens culturels.

En outre, ce rapport met en perspective les risques encourus par le patrimoine archivistique de la République et canton de Genève, tant au niveau de la sécurité que des conditions de conservation.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre Flückiger, archiviste d'Etat, DS, ☎ 022 327 93 20.

Législation sur les cimetières

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la loi sur les cimetières. Cette révision, consécutive à une modification de la loi sur les cimetières, du 26 avril 2013, a pour but d'adapter la réglementation à la terminologie utilisée par l'ordonnance fédérale sur l'état civil, du 28 avril 2004; et de procéder à quelques modifications rédactionnelles.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.

Financement des campagnes de votation : simplification des exigences relatives à la transparence des groupements

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur l'exercice des droits politiques en matière de transparence du financement des campagnes de votations.

Les dispositions introduites en 2011 prévoient une vérification des comptes des partis politiques, associations et groupements déposant une prise de position pour une votation par un « organe de contrôle indépendant » (art. 29A, al. 9 [loi sur l'exercice des droits politiques](#)) – concrètement, une fiduciaire. En cas de non-respect de cette disposition, les emplacements d'affichage mis à disposition gratuitement par l'Etat sont refacturés.

Dans la pratique, il s'avère cependant que le coût généré par le contrôle d'une fiduciaire peut, dans certains cas, être supérieur aux coûts générés par la campagne elle-même.

Afin de respecter le principe de proportionnalité et de ne pas défavoriser les groupements ou associations disposant de peu de moyens financiers, le projet de loi adopté par le Conseil d'Etat propose d'introduire un seuil de matérialité de 2000 francs pour le contrôle des comptes d'un groupement lors d'une votation. Au-dessus de ce montant, rien ne change par rapport à la situation actuelle. Au-dessous de ce montant, les groupements ne doivent plus faire valider leurs comptes par une fiduciaire ; ils doivent cependant toujours les déposer auprès de l'autorité compétente.

Le montant de 2000 francs est calculé par rapport à toutes les opérations électorales (fédérales, cantonales ou communales) prévues à la même date.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Vote électronique : priorité à la poursuite du développement de la plateforme de deuxième génération

Le Conseil d'Etat a décidé d'accorder la priorité à l'étude de la mise en œuvre de la 2^e génération du système de vote électronique, tel que préconisé par la Confédération. L'objectif est de disposer cet automne d'une feuille de route présentant les investissements nécessaires, ainsi que le calendrier de réalisation de la future plateforme, permettant, à terme, à l'entier du corps électoral cantonal de voter en ligne.

Compte tenu des ressources à disposition, le Conseil d'Etat renonce à la décision d'offrir aux Suisses de l'étranger la possibilité de voter en ligne pour les élections de cet automne. Conformément à la loi sur l'exercice des droits politiques (A5 05), ils recevront leur matériel de vote quatre semaines avant le scrutin du 6 octobre 2013, leur permettant de voter dans les délais par correspondance.

En ce qui concerne les votations, le vote électronique continuera à être offert à certaines communes du canton ainsi qu'aux Suisses de l'étranger les 22 septembre et 24 novembre prochains.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Vers une ouverture du code du vote électronique à terme

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de la demande de plusieurs partis politiques d'ouvrir le code source du système de vote électronique, en vue de renforcer la transparence et la confiance du citoyen dans ce canal de vote.

Le gouvernement partage cette vision qui s'inscrit, à terme, dans une stratégie d'accès à l'information et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables (*open data*). Toutefois, selon l'article 60 de la loi sur l'exercice des droits politiques, le code source ne peut pas, à l'heure actuelle, être communiqué à des tiers. Le Conseil d'Etat est d'avis que la modification de ce principe nécessite une réflexion approfondie avec l'ensemble des partenaires concernés. Il réitère à ce propos sa volonté d'inscrire le développement du système genevois de vote en ligne dans le cadre des exigences préconisées par la Confédération.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Aide financière au Parlement des jeunes genevois

Le Conseil d'Etat a accordé 10'000 francs au Parlement des jeunes genevois afin de l'aider à mener à bien ses différents projets : organisation de tables rondes, création d'une web radio pour les jeunes du canton de Genève, rédaction et publication d'un journal, organisation d'actions de communication pour faire connaître le Parlement des jeunes, etc.

Le gouvernement estime que l'existence d'un parlement des jeunes peut renforcer l'intérêt de cette tranche de la population pour l'exercice de ses droits politiques et inciter les jeunes à participer davantage à la vie citoyenne. Ce soutien s'inscrit dès lors dans la cohérence des actions entreprises par la chancellerie d'Etat dans ce domaine.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Aide financière pour la coordination genevoise « Ecoute contre le racisme »

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 74'000 francs à la coordination genevoise « Ecoute contre le racisme » pour l'année 2013. Cette coordination, qui regroupe en son sein les principaux partenaires œuvrant à la lutte contre le racisme et les discriminations à Genève (ACOR-SOS Racisme, Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation, Conseil représentatif des associations noires, Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - Genève, Ligue suisse des droits de l'Homme - Genève), est chargée de gérer un centre de consultation à disposition des victimes, témoins et auteur-e-s d'actes racistes ou discriminatoires.

Dans le cadre de son action, cette association sera en mesure de procéder à la collecte systématique de données sur le racisme et les discriminations dans le canton, ceci de manière neutre et indépendamment de l'Etat, répondant ainsi aux recommandations de diverses instances nationales et internationales.

Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.

Soutien au projet de l'association ELAPE

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant de 21'000 francs à l'association ELAPE (Enseignement de l'arabe pour enfants) pour son projet « Cours de langue arabe pour enfants de 6 à 12 ans scolarisés à Genève ». Le financement octroyé permet à l'association d'organiser des cours complémentaires de langue arabe à but d'intégration pour les enfants des familles arabophones installées à Genève. Cette démarche correspond aux principes du concordat sur l'harmonisation de la scolarité signé par le canton de Genève en 2009, notamment en termes de neutralité religieuse (C 1 06 HarmoS, art. 4). Pour mémoire, il est démontré que la conservation, pour un enfant, de liens avec sa langue et sa culture d'origine facilite son intégration et son processus d'apprentissage du français.

Pour toute information complémentaire: M. Steve Cassard, coordinateur de projets, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 86.

Approbation des comptes 2012 de la CAP

Le Conseil d'Etat a approuvé par voie d'arrêté le bilan et le compte d'exploitation au 31 décembre 2012 de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels de Genève (CAP).

L'arrêté souligne que la CAP doit poursuivre et finaliser les actions engagées afin de se conformer, d'ici à la fin 2013, aux nouvelles exigences fédérales. En effet, la loi sur la prévoyance professionnelle impose aux caisses publiques en capitalisation partielle d'atteindre progressivement un taux de couverture de 80%, alors que celui de la CAP était de 77,8% à la fin 2012.

Suivant les recommandations de l'organe de révision, le Conseil d'Etat spécifie aussi dans son arrêté que la CAP doit formaliser et mettre en place un système de contrôle interne adapté à sa taille et à sa complexité.

Pour toute information complémentaire : M. Henri Roth, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 22.

Séminaire de travail *extra muros* du Conseil d'Etat

Comme il a coutume de le faire deux fois l'an, le Conseil d'Etat a poursuivi sa séance de ce mercredi par son traditionnel séminaire de travail *extra muros*. L'exécutif se rend cette fois en France, dans le Mâconnais.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi modifiant la loi générale sur les zones de développement industriel (LGZDI) (10861)	Conseil d'Etat	Mercredi 28 août 2013 (lendemain de sa parution dans la Feuille d'avis officielle)

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
26 août 10h00	Emploi et marché du travail - état des lieux	salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de- Ville - 1204 Genève	DSE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75
3 septembre 10h00	Surveillance du marché du travail	salle de l'Auditeur de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de- Ville - 1204 Genève	DSE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75
10 septembre 10h00	Inauguration de la première étape de rénovation du CO de Budé	4, chemin du Briquet 1209 Genève (à <i>confirmer</i>)	DU DIP	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25 May Piaget ☎ 022 546 69 18
12 septembre 10h00	Réseaux de transports collectifs genevois : satisfaire des usagers toujours plus nombreux et préparer l'agglomération ferroviaire	salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de- Ville - 1204 Genève	DIME	Yann Gerdil-Margueron ☎ 076 383 59 44
13 septembre 10h00	Cérémonie du bouquet de chantier de la 6 ^e étape du CMU	1, rue Michel-Servet 1206 Genève	DU	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
15 septembre dès 11h00	Partie officielle de la Fête des vendanges à Russin	ferme Pitttet - Russin	DARES	Anna-Karina Kolb ☎ 022 327 90 60
17 septembre 9h30-12h30	Collaboration interinstitutionnelle à Montbrillant (cii'm)	office cantonal de l'emploi 16, rue des Gares	DSE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75
26 septembre 10h	Événement anniversaire Label 1+ pour tous	(sera fixé <i>ultérieurement</i>)	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 2437